

Christophe Alévêque et Vincent Glenn. On marche sur la dette.

Bernard GENSANE

29 juillet
2015

Les deux tiers de nos créanciers sont domiciliés au Caïman, au Luxembourg de Juncker et dans le Royaume-Uni de Cameron,



De même que la guerre est une affaire tellement sérieuse qu'il ne faut pas la laisser aux mains des militaires, il est bon que les gens doués de bon sens et d'une vraie conscience politique s'emparent de l'économie (qui, comme l'affirmait régulièrement Bernard Maris, ne saurait être une science), actuellement aux mains d'économètres qui ne jurent que par la fin de l'histoire et la domination du capitalisme financier.

Après la cinglante *Horreur économique* (1996) de l'écrivaine Viviane Forrester, voici un petit ouvrage roboratif, une sorte de capitalisme pour les Nuls, rédigé avec le plus grand sérieux par l'humoriste et comédien Christophe Alévêque (qui ne l'a jamais vu faire tonner « Bella Ciao » avec ses musiciens n'a rien vu) et le cinéaste Vincent Glenn, auteur de films documentaires qui prennent le contre-pied du libéralisme obligé (« Davos, Porto-Alegre et autres batailles », « Ralentir Ecole »).

La thèse centrale de ce livre éclate de simplicité : « Quel est le pays le plus endetté du monde ? Les Etats-Unis d'Amérique. Quel est la seule puissance au monde ? Les Etats-Unis d'Amérique. » La France n'a pas à rougir, avec sa dette publique de 2 000 milliards d'euros. Le problème n'est pas le problème mais le bout par lequel on prend le problème. La dette de la France est de 2 000 milliards d'euros. Mais la France produit 2 000 milliards de valeurs économiques par an. Pendant ce temps, notre beau pays a un patrimoine (ménages, entreprises et Etat) de 16 700 milliards d'euros. Les intérêts de la dette publique représentent deux tiers de l'impôt sur le revenu. Nos impôts passent donc très directement dans la poche des créanciers privés de la France. On va donc tailler dans tout ce qui rend nos vies supportable : santé, école, Pôle Emploi etc.

Tout part d'Adam Smith et sa *Richesse des nations* (1776) qui, en forgeant l'expression « la main invisible du marché », invente l'économie en tant que discipline autonome, comportant ses propres règles qui ne sont pas celles qui régissent la société. L'économie serait « dirigée par la main d'une divine providence » et s'imposerait mystérieusement à des adorateurs mystiques et consentant à leur propre mystification.

Selon les auteurs, les premières dettes remonteraient à 3 500 ans avec notre ère, en Egypte, donc avant l'invention de la monnaie, du temps du troc. Puis les humains inventèrent les banques, *banco*, *banca* en Italien. Dans les villes italiennes, les banquiers travaillaient au marché assis sur un banc. Lorsqu'ils faisaient faillite ou s'adonnaient à l'usure, on rompait leur banc (*bancarotta*, banqueroute, *bankruptcy*). Aujourd'hui, les banquiers peuvent dormir sur leurs deux oreilles, c'est-à-dire sur de l'argent qu'ils ne possèdent pas : ils ont le droit de prêter dix fois plus d'argent qu'ils ont en réservant parce qu'il y a beaucoup moins de billets en circulation que d'argent

sur les comptes. D'où ce vertige métaphysique : de quoi l'argent qui circule dans le monde est-il le nom ? Où est le virtuel, où est le réel ?

Vaste question à laquelle il est inutile de s'escrimer à répondre. Plus pertinent est de s'intéresser à ce que les auteurs appellent le « magma » : C'est par exemple « l'argent que vous avez placé dans une banque qui l'investit dans un fonds, qui a racheté une assurance, qui a misé dans l'immobilier, assurance rachetée par un autre fonds qui est en train de faire faillite et qui va en revendre une partie et réinvestir dans une banque qui, elle-même, vient d'embaucher Jérôme Kerviel etc. » L'important étant que les banques, comme l'ont appris les gogos zuniens qui avaient placé leurs économies chez les frères Lehman, jouent désormais contre leurs clients. Dans certains films catastrophe, il y a parfois un semblant de début de morale : lors de la crise des *subprimes*, la banque a saisi les maisons des mauvais payeurs, s'est retrouvée propriétaire de milliers de résidences que plus personne ne pouvait racheter. Le prêteur a donc fait le tapin et l'Etat a déboursé. Et c'est reparti comme en 40. Ou en 29...

Autre crapulerie inouïe, à laquelle Adam Smith en personne n'aurait pas pensé : la banque Goldman Sachs connaissait les problèmes de la Grèce encore mieux que Juncker ou Lenglet. Elle prit quelques risques minimes et joua contre son client. Elle aida le gouvernement à maquiller les comptes de l'Etat et investit dans des fonds spéculatifs en pariant que le pays ne pourrait bientôt plus rembourser ce qu'il devait. La banque a donc poussé à la cata en misant sur la cata. Goldman Sachs a empoché au passage 600 millions de dollars de commission pour ses précieux conseils et manipulations et 400 millions par an sur les biens publics grecs jusqu'en 2037.

Le terrain de jeu est désormais phénoménal puisque les transactions financières sont à peu près cent fois plus importantes que l'économie réelle : « De l'argent qui achète de l'argent ! Un jeu dans un jeu. Même au casino les joueurs n'ont pas le droit de parier sur les autres joueurs. Dans la finance, oui. »

En France, la loi stipule expressément qu'il est interdit de savoir le nom de nos créanciers. Sûrement parce que les deux tiers d'entre eux sont domiciliés au Caïman, au Luxembourg de Juncker et dans le Royaume-Uni de Cameron, le gros bébé à la cuiller d'argent dans la bouche.

Selon les auteurs, la croyance qui dicte la politique de rigueur de l'Allemagne et donc de l'Europe serait qu'Hitler est arrivé au pouvoir suite au traumatisme de l'hyperinflation des années 1920. Or, bien au contraire, c'est la déflation qui a le plus favorisé son avènement. Mais tout cela est de l'histoire ancienne et l'important n'est pas là. A la base de tout, il y a la nomination par De Gaulle, comme Premier ministre, du serviteur en chef des Rothschild, le fondé de pouvoir Pompidou qui, bien sûr, a renvoyé l'ascenseur en réformant les statuts de la Banque de France en janvier 1973. La création monétaire fut rapidement transférée aux banques privées et les « plans de rigueur » tombèrent sur le coin de l'œil des Français. J'ai encore en mémoire ce slogan dans les manifs : « Barre Un, Barre Deux, Barre-toi ». Michel Rocard, gauchiste bien connu, brossa le bilan des quarante dernières années en calculant que, sans les intérêts pris au passage par les banques privées, la dette serait de 16% du PIB au lieu de quasiment 100% aujourd'hui.

La finance tient tout. Le reste n'est que gesticulations policées. Demandez aux syndicats qui ont « l'honneur » de siéger à Bruxelles. Le président de la BSE est Mario Draghi, ancien haut fonctionnaire, ancien directeur général du Trésor public italien chargé des privatisations, membre du conseil d'administration de banques et sociétés en phase de privatisation ENI, IRI, Banca Nazionale del Lavoro, IMI), vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs. Le nouveau commissaire européen à la Stabilité financière, au Service financiers et à l'Union du marché des capitaux (non seulement ça existe mais tout tourne autour de ça) est Jonathan Hill, fondateur d'un cabinet de groupe de pression qui a comme client la banque HSBC et l'institution qui gère la City de Londres.

Que ceux qui, à gauche, pense que l'on peut réformer le système de l'intérieur nous écrivent, ils ont gagné une reproduction d'un assignat du banquier Law de Lauriston ! L'Euro, qui, selon le génie Jacques Attali, ne devait pas survivre à l'hiver 2013, passera d'autres hivers au service des requins de la finance.

Paris : Editions de la Martinière, 2015